

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Syndicat Centre Hérault

Route de Canet
34800 Aspiran

Références : H2-2026-040
Code AIOT : 0018300581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement Syndicat Centre Hérault implanté Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 5 janvier 2026 et du 20 janvier 2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il avait procédé à plusieurs rejets de lixiviats dilués dans le milieu naturel, lors d'épisodes pluvieux importants. Ces rejets d'effluents non traités sont de nature à entraîner des concentrations en polluants non conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation du site. Ils font suite à une production de lixiviats importante, causée par la pluviométrie élevée en décembre 2025 et en janvier 2026 sur le site.

L'inspection qui s'est déroulée le 27 janvier 2026 visait à investiguer sur les conditions de rejets de ces effluents, les conséquences de ces rejets ainsi que les mesures prises par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Centre Hérault
- Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont
- Code AIOT : 0018300581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Soumont est exploitée depuis 1987, d'abord par le SICTOM du Lodévois puis depuis 1999 par le Syndicat Centre Hérault (SCH). Le site accueille les ordures ménagères résiduelles et les autres déchets ultimes acheminés depuis le centre de tri de la SPL OEKOMED à Saint-Thibéry.

L'exploitation du site est exercée sous couvert de l'autorisation de l'arrêté préfectoral n° 2022-12-DRCL-0523 du 30 décembre 2022. Les capacités maximales annuelles de stockage des déchets autorisées sont dégressives, de 36 000 tonnes en 2022 à 14 000 tonnes par an en 2031 correspondant à la date de fin d'exploitation.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 26/01/2026, article R.512-69	Demande d'action corrective	1 mois
2	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 4.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 4.5.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 2.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Analyse et transmission des résultats de l'auto	Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 2.7.3	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	surveillance			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 4.4.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que même si la procédure d'urgence mise en place par l'exploitant a permis d'éviter le débordement du bassin de stockage de lixiviats, celle-ci repose sur des non-conformités manifestes : dilution des lixiviats, connexion du réseau de collecte de lixiviats avec le réseau de collecte des eaux pluviales et indisponibilité de la réserve incendie sur une période prolongée.

La possible récurrence d'importants épisodes pluvieux et le retour d'expérience des épisodes de décembre 2025 et janvier 2026 justifie la nécessité de :

- proposer des solutions alternatives visant à prévenir le débordement du bassin de lixiviats et à garantir l'absence de rejets d'effluents d'aqueux dans le milieu naturel lors d'épisodes pluvieux exceptionnels ;
- transmettre une procédure spécifique associée à la gestion des effluents en cas de fortes pluies.

De plus, l'exploitant devra apporter des mesures correctives et/ou des justificatifs au sujet des écarts de conformité aux prescriptions réglementaires applicables à l'exploitation du site, mis en évidence par la visite d'inspection. Il s'agit de :

- transmettre la procédure d'échantillonnage pour les prélèvements effectués lors des rejets de lixiviats dilués ;
- transmettre les données manquantes d'autosurveillance des rejets et des prélèvements sur GIDAF selon le cadre défini par l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2022 ;
- apporter les mesures correctives relatives aux dépassements récurrents du seuil de rejet fixé pour l'azote global et transmettre les justificatifs de mise en œuvre de ces mesures ;
- transmettre le devis pour la mise en place de la citerne souple se substituant temporairement au bassin de réserve incendie qui a été vidangé pour stocker les lixiviats produits en excès, ainsi que l'échéancier de mise en place ;
- procéder au ramassage des déchets présents en contrebas des casiers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2026, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. [...] La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.
Constats : Les pluies survenues sur l'installation de stockage de déchets de Soumont en décembre 2025 et janvier 2026 ont donné lieu à des rejets de lixiviats dilués dans le milieu naturel sur les périodes du 22 au 24 décembre 2025 et du 17 au 19 janvier 2026. L'exploitant a informé l'inspection de ces incidents par courriel : le 5 janvier 2026 pour le premier épisode et le 20 janvier 2026 pour le second épisode. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit informé l'inspection de tout incident ou accident dans les meilleurs délais. Sa procédure d'alerte devra être révisée. Le second incident a été déclaré par téléprocédure le 22 janvier 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour sa procédure afin de s'assurer qu'il alerte l'inspection de tout incident ou accident dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée : [...]

<p>La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La pluviométrie élevée en décembre 2025 et en janvier 2026 a conduit à une production de lixiviats trop importante pour être stockée dans le bassin de stockage des lixiviats d'une capacité de 5400 m³.</p> <p>Les lixiviats "frais" produits pendant les épisodes pluvieux ont été dilués par passage dans le bassin de réserve des eaux incendie, d'une capacité totale de 2500 m³ et les bassins d'eaux pluviales EP3 et EP12, de capacités respectives 4200 m³ et 2700 m³.</p> <p>Les lixiviats ont ensuite été rejetés dans le milieu naturel par le point de rejet des eaux pluviales internes (ruisseau du Doumergoux). En fonctionnement normal, le ruisseau des Tuilières est le point de rejet des lixiviats traités.</p> <p>Ceci est une non conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de la possible récurrence de ces épisodes pluvieux et du retour d'expérience des épisodes de décembre 2025 et janvier 2026, l'exploitant doit proposer des solutions alternatives visant à prévenir le débordement du bassin des lixiviats, à garantir l'absence de rejets des effluents aqueux dans le milieu naturel et à ne pas procéder à la dilution des lixiviats ou la connexion des réseaux de collecte de lixiviats et des eaux pluviales.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Rejets dans le milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 4.4.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour les rejets en milieu naturel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Après traitement sur site, les lixiviats sont rejetés dans la Lergue via une canalisation longeant la piste d'accès au site jusqu'au ruisseau des Tuilières (versant Tréviels) puis via ledit ruisseau.</p> <p>En cas de nécessité de traitement de tout ou partie des lixiviats en station d'épuration externe, l'exploitant en informe au préalable l'inspecteur des installations classées avec tous les éléments permettant de justifier des dispositions suivantes.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Le 6 janvier 2026, l'exploitant indiquait par courriel à l'inspection des installations classées que la commande d'une station mobile complémentaire de traitement des lixiviats était en cours. Lors de l'inspection du 27 janvier 2026, la mise en fonctionnement de la station complémentaire était en cours sur le site de Soumont. L'exploitant indique que les lixiviats traités par la station d'épuration mobile seront rejetés dans la même canalisation que les lixiviats traités par la station d'épuration permanente.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 4.5.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des eaux pluviales (eaux de ruissellement)

Prescription contrôlée :

Avant tout rejet vers le milieu naturel les eaux de ruissellement intérieures stockées sur site font l'objet d'une analyse sur les paramètres et la fréquence suivants :

Paramètres	Fréquence des prélèvements Phase d'exploitation	Fréquence des prélèvements Phase post exploitation
Volume	trimestriellement	Tous les 6 mois
pH	trimestriellement	Tous les 6 mois
conductivité	trimestriellement	Tous les 6 mois
Demande chimique en oxygène (DCO)	trimestriellement	Tous les 6 mois
MES	trimestriellement	Tous les 6 mois
HCT	trimestriellement	Tous les 6 mois
Azote global	trimestriellement	Tous les 6 mois

Tous les paramètres visés à l'article 4.5.1.1.2 sont analysés en cas d'anomalie relevée lors du contrôle précité.

Constats :

Les rejets de lixiviats dilués depuis les bassins d'eaux pluviales ont été soumis aux paramètres d'analyse suivants du contrôle interne des eaux pluviales du site : DCO, Conductivité et pH. Le volume des effluents rejetés n'a pas pu être comptabilisé.

Les prélèvements réalisés pour analyser les rejets de lixiviats dilués ont été effectués en deux points :

- au niveau du bassin de stockage des eaux pluviales EP3 ;
- à 100 mètres en aval du bassin EP3, après confluence avec le ruisseau du Doumergoux.

Le 6 janvier 2026, l'exploitant indiquait par courriel à l'inspection des installations classées que sur les huit mesures réalisées pendant le premier épisode de rejet de lixiviats dilués, la moitié ont une DCO inférieure à 100 mg/L, tandis que l'autre moitié ne dépassent pas une DCO de 146 mg/L.

Dans la télédéclaration d'incident du 22 janvier 2026, l'exploitant a donné des premiers résultats d'analyse pour le second épisode de rejet de lixiviats dilués. Pour chacun des deux points pré-cités ont été effectués quatre prélèvements entre le 17 et le 19 janvier 2026 :

- Au niveau du bassin de stockage des eaux pluviales EP3, le pH moyen est de 7.78 et la conductivité moyenne est de 1194 $\mu\text{S}/\text{cm}$;
- A 100 mètres en aval du bassin de stockage des eaux pluviales EP3, le pH moyen est de 7.99 et la conductivité moyenne est de 333 $\mu\text{S}/\text{cm}$.

La télédéclaration pré-citée a précisé que l'exploitant était en attente des résultats d'analyses de DCO des échantillons. Par courriel du 21 janvier 2026, l'exploitant a précisé que les résultats d'analyse pour la DCO seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception. Ces éléments n'ont pas été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées la procédure d'échantillonnage pour les prélèvements effectués pré-cités ainsi que les résultats des mesures de DCO ayant été réalisées entre le 17 et le 19 janvier 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 2.3.2

Thème(s) : Autre, Gestion des envols

Prescription contrôlée :

Un ramassage régulier des déchets sur le site est réalisé par l'exploitant et une campagne a minima annuelle de ramassage des déchets à l'extérieur du site est réalisé. Ces actions sont portées sur un registre à la disposition de l'inspection des installations classées.

Afin d'empêcher tout envol de déchets ou de limiter les odeurs, les déchets biodégradables stockés dans un casier sont recouverts par des matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes ne présentant pas de risque d'envol et d'odeurs.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que des déchets étaient présents en contrebas de la zone d'exploitation des casiers, notamment au niveau des bassins de stockage des eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder au ramassage de ces déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et moyen de défense incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée a minima des moyens de défense incendie suivant : [...] <ul style="list-style-type: none"> - Un réserve d'eau d'au moins 1 500 m³ dotée de dispositifs de raccordement normalisés aux véhicules d'incendie et de secours ; [...]
Constats : Le bassin SDIS constitue une réserve d'eau en cas d'incendie de 2500 m ³ . Ce bassin a été vidangé pour servir de bassin de stockage aux lixiviats produits durant les épisodes de fortes pluies. L'exploitant indique avoir engagé une démarche pour équiper le site d'une citerne souple de réserve incendie d'une capacité de 120 m ³ . Le 21 janvier 2026, l'exploitant a contacté le SDIS par courriel afin de valider l'emplacement de cette citerne souple.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le devis pour la mise en place de la citerne souple de réserve incendie et l'échéancier de mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2022, article 2.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes
Prescription contrôlée : [...]

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

Constats :

Lors de la visite d'inspection, les données d'autosurveillance des rejets et des prélèvements n'avaient pas été transmises sur GIDAF pour les mois de novembre 2025 et de décembre 2025. Depuis, ces données ont été saisies par l'exploitant, il manque cependant les données relatives aux mois de janvier et février 2026. Concernant les résultats d'analyses, il apparaît des dépassements récurrents tout au long de l'année 2025, sur le paramètre Azote global dont le seuil de rejet est fixé à 30 mg/L. En particulier, les résultats des derniers mois de l'année sont les suivants :

- 18/09/2025 : 351,66 mg/L, 23/09/2025 : 147,33 mg/L;
- 02/10/2025 : 71,28 mg/L, 07/10/2025 : 47,83 mg/L ;
- 05/11/2025 : 176 mg/L, 10/11/2025 : 47,83 mg/L, 17/11/2025 : 90,78 mg/L, 23/11/2025 : 55,23 mg/L, 21/11/2025 : 90,21 mg/L ;
- 03/12/2025 : 109,90 mg/L, 08/12/2025 : 83,8 mg/L, 19/12/2025 : 41,22 mg/L, 29/12/2025 : 48,78 mg/L.

Pour rappel, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 30 décembre 2022, et plus particulièrement aux articles 4.5.1.1.2, 4.5.1.2 et 4.6.1 :

- La fréquence et l'analyse des prélèvements des perméats rejetés est hebdomadaire pour les paramètres de pH, de température, de la DCO, d'azote global, et mensuelle pour les autres paramètres (DBO5, conductivité, MEST, COT, métaux totaux, phosphore total, HCT, etc) ;
- L'analyse des eaux de ruissellement est faite avant tout rejet vers le milieu naturel pour les paramètres de pH, de température, de la DCO, d'azote global, des MES, des HCT et de la conductivité ;
- La fréquence et l'analyse des prélèvements des eaux superficielles est mensuelle pour les paramètres de pH, de température, de la DCO et d'azote global.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les données d'autosurveillance des rejets et des prélèvements sur GIDAF, selon le cadre défini par l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2022. Concernant les dépassements récurrents du seuil de rejet fixé pour l'azote global, l'exploitant doit apporter les mesures correctives adéquates et transmettre les justificatifs de mise en œuvre de ces mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois